

Dossier de presse pour la manif



**stop à la xénophobie.
stop à la politique de Blocher.**

**Manifestation Nationale, 18. Juin
Waisenhausplatz, Berne**

Contenu

1. Infos / Déroulement de la manif
2. Appel
3. Signataires (état au 15.6.05)
4. Liste der Mitglieder des Matronatskomitee
5. Text zum Demoaufruf, Hannes Reiser, EBF
6. Informations sur la situation des NEM
7. Actions de police à caractère racial, Gerome Tokpai, CRAN
8. KUTÜSCH, Songur Türkan, KUTÜSCH
9. Neues Bewusstsein von MigrantInnen, Vania Alleva, Unia
10. Christian Tirefort, Comedia
11. Nein zu Asylverschärfungen für Frauen!, Susanne Bachmann, TERRE DES FEMMES
12. Les jeunes en ont marre de cette politique xénophobe, A. Bouverat, JUSO
13. Jugend und Fremdenfeindlichkeit, Samuel Durrer, Junge Alternative
14. Asylabwehr durchs Militär, Louise Schneider, GsoA
15. Raphael Raccuia, attac
16. Kurzstatement, Cécile Bühlmann, Les Verts
17. Les „532“, Coordination Asile Vaud
18. Contre Le Renvoi des Refugies de Srebrenica
19. Pour que l'homme soit réhabilité dans sa dignité
20. Beteiligung der Föderation der Demokratischen Arbeiterverbände aus der Türkei

1. Infos / Déroulement de la manif

Rassemblement: samedi 18 juin à 14h, Waisenhausplatz

Env 14h30 - 15h30, cortège à travers la ville
(Waisenhausplatz-Zeughausgasse-Kornhausplatz-Rathausgasse-Kreuzgasse-Münsterplatz-Herrengasse-Kornhausplatz-Waisenhausplatz)

Contact pour les médias avant la manifestation:

031 311 07 81 / demo@sosf.ch (Dinu Gautier, Solidarité sans frontières)

Contact pour les médias pendant la manifestation: 076 334 33 66 (Balthasar Glättli, Solidarité sans frontières)

Avant et après le cortège à travers la ville, il y aura des discours sur le Waisenhausplatz (v. liste ci-dessous).

Les orateurs et oratrices se prêteront à des interviews après leurs discours près de la tribune.

Un communiqué de presse sera publié aux environs de 16h30, le 18 juin. Veuillez indiquer vos coordonnées sur la liste à la sortie ou alors indiquez votre courriel / fax à demo@sosf.ch

Programme:

- 1355 Début. Musique de **Peter Sarbach**
- 1410 Bienvenue officielle de **Hannes Reiser** all/fr
- 1415 Discours du bloque 1A Une personne frappée de non entrée en matière **NEM** all
- 1420 Discours du bloque 1B Unia, **Rita Schiavi** all/it
- 1425 Discours bloque 1C Un **représentant de augenauf**
- 1430 Départ du cortège
- 1430-1530 Diffusion des messages de sympathie et musique (**Greis**)
- 1530 Retour au Waisenhausplatz
- 1530-1545 Tambours portugais (**Rosas du Portugal**)
- 1545 Accueil par **Hannes Reiser** all/fr
- 1550 Discours bloque 2A Les Verts, **Ueli Leuenberger** fr/all
- 1555 rap de **LUL Dex**
- 1605 Discours bloque 2B, PS, **Ursula Wyss** all
- 1610 rap de **LUL Dex**
- 1620 Discours bloque 2C, Coordination Asile Vaud, **Graziella de Coulon** fr
- 1625 Résolution finale, **Hannes Reiser**
- 1630 Fin officielle de la manifestation
- 1800 Film NEM/NEE au cinéma de la Reitschule

2. Appel

voir la liste séparée

3. Signataires (état au 15.6.05)

ACOR SOS Racisme, AGORA, Aktion ungehorsamer Studierender (AuS) Bern, AMIKA, Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien ASK, Arti-Fri-Ciel Fribourg, attac suisse, Association des survivant-e-s de la Drina-Srebrenica, Association suisse pour les droits de la personne, Asylforum Aargau, Augenauf Bern, augenauf Zürich, BIRD CaBi Antirassismus-Treff, CEDRI, Centre de Contact Suisses-Immigrés Genève, Cercle d'amis Cornelius Koch, Citoyens du monde Suisse, Collectif des travailleur/euses sans statut légal de Genève CTSSL, Collectif pour une Alliance Socialiste (CAS) Vaud, Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers (CVSSP), Collettivo Sindacati.ch, Comedia, Communauté de St'Egidio - Lausanne, coordination asile Vaud: Lausanne - Vevey - Payerne - Yverdon - Vallée de Joux - la Côte, Coordination asile.ge, coordination Journée des Réfugiés Lausanne, coordination romande contre la LEtr, coordination nationale des collectifs de sans-papiers, CRAN, CUAE, DADAvos, Democratici di Sinistra in Svizzera DIDF, ELISA, EN QUATRE ANS ON PREND RACINE Lausanne, Föderation irakischer Flüchtlinge, Fondation suisse du Service Social International, Forum civique européen FCE, Fédération Européenne du Syndicalisme Alternatif (FESAL), FEEL, FIMM Suisse, Flüchtlingsgruppe Dreifaltigkeit Bern, Frauen für den Frieden, Frauenrat für Aussenpolitik (FrAu), Freiplatzaktion Zürich, Gassenküche der SIKB Bern, Génération POP, Gewerkschaftsbund Baselland, Groupe pour une Suisse sans Armées (GSsA), Grünes Bündnis Bern, Grünes Bündnis Luzern, Grüne Partei Bern, Humanistische Partei Zürich, IGA - Interprofessionelle Gewerkschaft der ArbeiterInnen, IGA Solothurn - SOS Racisme, IG Sozialhilfe, infoladen kasama, Integrationsnetz Zug, isa Informationsstelle für AusländerInnenfragen, Jeunes Verts Suisse, Junge Alternative JA!, JS Suisse, Juristes démocrates de Suisse JDS, Kommunistische Arbeiterpartei Irak - Schweizerkomitee, KUTÜSCH, Lassalle-Haus Bad Schönbrunn, l'autre syndicat La Côte, Les Verts, Ligue Suisse pour le Droit de l'Homme, mcp Mouvement chrétien pour la paix, Médecins Altermondialistes-Septembre Blanc, MigrantInnenRaum Aargau, Mouvement Jurassien de Soutien aux Sans-papiers, Mouvement pour la Coopération Internationale MCI, Mouvement pour le socialisme MPS, Movimento dei Senza Voce, Neue Partei der Arbeit Basel, Organisation Socialiste Libertaire OSL, OSEO, Partito della Rifondazione Comunista Suisse, phase1, PST, POP & Gauche en mouvement, Plate-forme pour une table ronde sur les sans-papiers, PS Suisse, REGARDS AFRICAINS, Religiös-Sozialistische Vereinigung der Deutschschweiz, Rote Falken Zürich, Roter Faden, Sankofa - Plattform für Menschen Afrikanischen Erbes, Service Civil International Suisse, Schweizerischer Friedensrat, SGA des Kantons Zug, Socialist Party of Iran, Solidaritätsnetz für Menschen ohne geregelten Aufenthalt Region Bern, Solidaritätsnetz Ostschweiz, Solidarité sans frontières, solidaritéS Genève, Solifonds, SP second@s plus, ssp suisse, Stiftung Gertrud Kurz, terre des hommes suisse, TERRE DES FEMMES Schweiz, Toleranz95 Chur, Unia conférence migrations, Union syndicale suisse USS, Université populaire albanaise, Villa Rosenau.

4. Liste des membres du comité de matronage (état au 14.6.)

Christiane Brunner, CE PS GE
Bernhard Chevalley, Wetzikon
Ruth Genner, Präsidentin Grüne Schweiz
Remo Gysin, NR SP BS
Marco Hess, Küttigen
Regula Keller, Bern
Margret Kiener Nellen, NR SP BE
Leslie Lehmann, Bern
Ueli Leuenberger, CN Verts GE
Anne-Catherine Menétrey, CN Verts VD
Luc Recordon, CN Verts VD
Franziska Teuscher, NR Grüne BE

5. Manif monstre lors de la Journée des réfugiés "la Suisse, c'est nous."

Les mesures de contrainte, telles qu'elles sont prévues dans la nouvelle loi sur les étrangers et celle portant sur l'asile, suivent une logique dangereuse et pernicieuse : ceux munis de " mauvaises " propriétés succombent à la lutte pour la survie. Ce ne sont que les plus " aptes ", les mieux à même de survivre, qui trouveront grâce aux yeux de l'Autorité. A celui qui ne possède rien, on retirera le sol sous les pieds nus. Quant au nanti, on lui déroulera le tapis rouge. Les droits fondamentaux, on les oublie. Ils disparaîtront sous le tapis en question. Les mesures de contrainte ne concernent pas que les requérants d'asile, les êtres humains d'autres origines, mais également ce qu'il est convenu d'appeler des citoyens et citoyennes suisses des couches moyennes et inférieures de notre pays. Telle est donc la politique voulue par Blocher et contre laquelle nous protesterons le 18 juin 2005. Nous la combattons par notre acte de solidarité - au-delà de toute frontière et de toute entrave. Le nombre des politiques qui succombent à Blocher ne cesse de croître. Celui qui ne se plie pas aux nouveaux dogmes est balayé, mis à la porte ou diffamé. Il est grand temps de constituer un front commun et uni. Une centaine d'organisations et de mouvements lancent un appel au soutien de cette imposante manifestation : chaque être humain a le droit à une vie digne. Il en va de la dignité de l'Homme. Nous tous, habitants de ce pays, devons nous mobiliser le 18 juin 2005 pour crier que " la Suisse, c'est nous ". Nous nous réunirons à 14 h, sur la Waisenhausplatz. Des tracts et autres informations peuvent être obtenus auprès de Solidarité sans frontières, Neuengasse 8, 3011 Berne, Tel. 031 311 07 81 ou par http://www.ohneuns.ch/wdsindex_fr.html

Anni Lanz, coordination nationale des collectifs de sans-papiers

6. Informations sur la situation des NEM

voir le dossier séparée

7. Actions de police à caractère racial

Ces dernières années, force est de noter en Suisse une recrudescence d'actes et de violences surtout policières contre les Noirs. En mars 2003, un jeune camerounais allant s'acheter une carte de téléphone à la Langstrasse à Zürich est brutalisé et traité de sale

nègre par des policiers qui l'ont pris pour un dealer parce que Noir. En Juin de la même année un autre jeune Africain d'origine gambienne est étranglé par trois policiers à la gare de Berne pour l'empêcher d'avalier des boules de cocaïne qu'il n'a jamais possédées. Récemment en février 2005, après un contrôle de pièces d'identité dans un tram à la Escher-Wyss Platz (ZH), tous les Noirs sont priés par les policiers de descendre du tram pour on ne sait quelle raison.

Dans le même temps, l'on assiste à la prolifération d'opérations codées dirigées exclusivement contre les Noirs associés de facto à des vendeurs de drogue. L'opération NERO (Neue erfolgreiche Repressionsorganisation) menée par des policiers de Berne voit régulièrement des dizaines de jeunes d'origine africaine mis aux arrêts sans autre forme de procès. A Lausanne, il s'est agit à un moment donné de l'opération alpha. A Bienne on parle plutôt de l'opération boule de neige. Si les noms diffèrent d'une ville à une autre, force est de constater que toutes ces opérations visent spécifiquement les Noirs assimilés par la seule couleur de la peau à des dealers. Ces derniers se trouvent alors systématiquement menottés les mains sur le dos, étranglés pour les empêcher d'avalier leurs supposés stocks de drogue qu'ils cacheraient dans leur bouche. Ces méthodes méprisantes, dévalorisantes, inhumaines ne sont pratiquées que sur les Noirs, maillon faible de la population suisse.

S'il est vrai que la vente de la drogue est répréhensible et que les coupables de ce délit s'exposent à des poursuites judiciaires, il est tout aussi vrai que le vendeur de drogue ne devrait pas avoir de couleur. La forte médiatisation d'une lutte certes nécessaire, mais dirigée ostensiblement contre les Noirs finit pas assimiler tous les Noirs de Suisse à des dealers. Ainsi des Noirs dans les gares se voient souvent accoster par des consommateurs de drogue qui leur demandent des boules.

C'est pourquoi, nous lançons un appels aux responsables et hommes politiques de ce pays à tout mettre en œuvre pour empêcher tout ce qui fait le lit et perpétue, dans une société moderne et démocratique, le racisme, la discrimination et l'intolérance contre une population particulièrement meurtrie par l'Histoire et qui n'aspire qu'à une chose : être tout simplement reconnue dans sa dignité et ses droits humains. Le problème crucial de la drogue en Suisse demande l'engagement de toutes les franges de la population dans une réflexion approfondie pour trouver une solution idoine à un fléau/Gifthauch que nous condamnons tous.

Gerome Tokpa

CRAN (Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-noir)

8. Statement vom KUTÜSCH

Die Weltgesellschaft befindet sich noch immer in der Vorgeschichte der Menschheit. Als ein Produkt dieses Vorgeschichte-Systems nimmt die Fremdenfeindlichkeit wieder einmal auf europäischer Ebene zu, so dass wir sogar von einer Entwicklung zu einem systematischen Rassismus sprechen können.

Die ökonomisch, politisch, militärisch und kulturell integrierte Weltgesellschaft bringt auch die Menschen in Bewegung. Die Aussenministerin der Schweiz, Micheline Calmy-

Rey, erinnerte daran, dass „**in der Schweiz annähernd 80 000 türkische StaatsbürgerInnen, und umgekehrt in der Türkei ungefähr 50 000 Schweizer und Schweizerinnen leben**» (aus der schweizerischen Presse).

Die Türkei gehört den Menschen, die dort leben und die Schweiz gehört den Menschen, die hier leben. Wir sind Schweizer, Kurden, Türken, Italienern, Araber, Afrikaner, die in der Schweiz leben und die schweizerische Gesellschaft bilden. Deshalb sind wir die Schweiz. Deshalb sind wir als KUTÜSCH ein Teil der zivilgesellschaftlichen Bewegung gegen jene, welche die Realitäten nicht sehen, sondern umkehren wollen.

Frau Songur Türkan, Vorstandsmitglied
des Kurdischen-Türkischen-Schweizerischen Kulturvereins
(KUTÜSCH) in Bern

9. Presstext der Gewerkschaft Unia zum 18. Juni 2005

Nationale Demonstration „Wir sind die Schweiz“: Neues Bewusstsein von Migrantinnen und Migranten

Ausländer- und Asylgesetz werden weiter verschärft, Fremdenhass wird wieder salonfähig. Dagegen protestiert die Gewerkschaft Unia am Samstag, 18. Juni 2005, in Bern zusammen mit rund 30 weiteren Organisationen. Durch „Wir sind die Schweiz“ fordern MigrantInnen selbstbewusst mehr Respekt für ihren unentbehrlichen Beitrag zur Entwicklung dieses Landes.



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

Seit Christoph Blocher im Bundesrat agiert, jagt eine Verschärfung der Ausländer- und Asylgesetzgebung die andere. Die laufende Revision des Ausländergesetz (AuG) deutet klar darauf hin, dass die Schraube nochmals kräftig angezogen wird. Von dieser negativen Scharfmache haben wir genug.

Am 18. Juni verkünden Unia und die MigrantInnen in Bern eine klare Botschaft: «**Wir** alle, die in der Schweiz leben, **sind die Schweiz** – eine offene und vielfältige Schweiz!» Dieses Motto widerspiegelt die wirtschaftliche, gesellschaftliche und kulturelle Bedeutung und das wachsende Bewusstsein von über einer Million arbeitender Migrantinnen und Migranten.

Für Unia ist ein positives Gegenzeichen und breiter Widerstand gegen die Fremdenfeindlichkeit in Politik und Alltag dringend, denn diese desintegrativen Tendenzen zersetzen die Gesellschaft. MigrantInnen sind seit über einem Jahrhundert für die Schweiz wichtig. Sie haben die Infrastruktur gebaut, und ihre Arbeitsleistung und Kaufkraft sind für die Wirtschaft unverzichtbar. Jede vierte Arbeitskraft ist eine Migrantin oder ein Migrant. Die Sozialversicherungen würden ohne sie nicht funktionieren. Kulturell ist die moderne Schweiz ohne MigrantInnen undenkbar. Sie sind Teil dieser Gesellschaft. Dennoch diskriminiert die Politik die Migrantinnen und Migranten und damit 20% der Gesamtbevölkerung systematisch weiter.

Dagegen kämpft die Gewerkschaft Unia an. Unia zählt über 100'000 Migrantinnen und Migranten als Mitglieder und ist somit die bei weitem grösste MigrantInnen-Organisation in der Schweiz. In der Unia haben die ausländischen Mitglieder dieselben Rechte wie diejenigen mit Schweizer Pass. Sie sind in den demokratisch organisierten Organen und Gremien aktiv. Mit ihrem Engagement stärken sie massgeblich die Schlagkraft der Gewerkschaftsbewegung.

Unia hat in der Vorbereitung der Kundgebung mitgearbeitet und unterstützt sie finanziell. Rita Schiavi, Unia-Geschäftsleitungsmitglied, wird zudem an der Demo sprechen.

Weitere Auskünfte:

Vania Alleva, Unia-Bereichsleiterin Migration: 079 620 11 14

10. Conférence de presse du 16 juin 2005, 10h30, Hôtel Berne, Berne

La principale façon de discriminer quelqu'un est de prétendre qu'il n'est pas intéressant pour les autres. C'est ce qui est systématiquement fait à l'égard des étrangers. Les autres, c'est tout le monde, mais ce n'est jamais défini, et pour cause, parce que tout le monde c'est aussi personne, ce ne sont pas des personnes de chair et d'os, mais « quelque chose » d'abstrait, de désincarné.

On peut donc dire que le racisme se base sur rien, au plus sur de vagues notions de non appartenance, mais pas sur des faits réels. Ces notions de non appartenance ne sont jamais vérifiées mais toujours affirmées, elles vont de l'accusation à la délation.

Les accusations, ce sont généralement « ils profitent de nos assurances sociales », ou « ils prennent nos places de travail », ou « ils ne s'intègrent pas à notre culture », ou « ils n'ont pas nos mœurs », etc. Toujours des approximations, jamais des faits. La délation est basée sur le sentiment d'insécurité, celui qui est différent est suspect, et on le harcèle tellement que non seulement il est suspect mais qu'il est coupable, sans qu'aucune preuve ne puisse être établie parce qu'aucune preuve n'existe. On fabrique le délinquant, on n'est pas délinquant. Cette affirmation est encore plus juste pour l'étranger, ou l'autre.

La société capitaliste est basée sur la peur de l'autre, cela prend la forme de la concurrence. On concourt pour tout, le profit, le travail. La compétition est une fabrique de perdants, elle est une fabrique d'« étrangers », celui qui a pris mon travail, elle est un appel constant à refuser l'autre.

Et pourtant, l'homme est un être social. Tout ce qu'il a fait vient de la coopération, et non de la compétition. Pour celui qui part de l'idée de coopération il n'y a pas d'« autres », il y a lui ou elle, avec ses qualités et ses défauts, de chair et d'os, mais qui est indispensable, qui est intéressant, parce qu'il/elle apporte sa part à l'œuvre commune. Il/elle ne profite pas, il/elle échange : ma part à l'œuvre commune contre ma part de l'œuvre commune. Et sa culture s'ajoutant à la mienne, cela fait un plus, tandis que le raciste, le xénophobe dira sa culture est un danger pour la mienne. Il soustrait, c'est pourquoi il est étriqué, fermé et finalement malheureux... il voit le danger dans chaque « autre ».

On est dans un monde « mondialisé », tout se décide à ce niveau. Nous fermer aujourd'hui revient à nous éloigner des centres de décisions, à laisser aux autres le soin de décider. Les travailleurs commencent à s'apercevoir des effets de cette mise à l'écart, non seulement le capital en joue en allant là où c'est moins cher, mais en plus il discrimine sur place en entretenant la compétition. Nous enfermer dans notre cocon est aussi mortel que de nous diviser. La seule issue pour les travailleurs, c'est de s'ouvrir et de coopérer partout, avec tout le monde, c'est de montrer que personne n'est inintéressant, que tout le monde a sa place et est indispensable. Les travailleurs doivent opposer leur coopération à la compétition capitaliste... ils doivent construire une société basée sur les cultures, et non sur une culture, ils doivent intégrer et non exclure. Ils doivent se battre pour la solidarité, c'est elle qui fait leur force.

Christian Tirefort
comedia

11. Nein zu Asylverschärfungen für Frauen!



Menschenrechte für die Frau

Geschäftsstelle Schweiz,
Bollwerk 39, 3011 Bern
Tel.: 031 311 38 79
Fax: 031 311 38 82
migration@terre-des-femmes.ch
www.terre-des-femmes.ch
PC-Konto 30-38394-5

ZUM INTERNATIONALEN FLÜCHTLINGSTAG 2005

Für Frauenflüchtlinge gleicht das schweizerische Asylverfahren einem Spiessrutenlauf. Bisher erhalten kaum Frauen aus geschlechtsspezifischen Fluchtgründen in der Schweiz Asyl, weil Verfolgung durch Private (statt durch den Staat) nicht als Asylgrund gilt.

Bereits per 1. April 2004 wurde das Asylverfahren verschärft. Nun sollen im Herbst 2005 mit der Asylgesetzrevision weitere drastische Verschärfungen folgen, die Völkerrecht und Bundesverfassung verletzen. Das hat schwerwiegende Auswirkungen auf asylsuchende Frauen.

TDF fordert: Schutz für Frauen bei konkreter Gefährdung!

Die meisten Asylsuchenden mit frauenspezifischen Fluchtgründen konnten bisher auch ohne Asyl zu erhalten häufig als "vorläufig Aufgenommene" in der Schweiz bleiben, wenn sie im Herkunftsland einer konkreten Gefährdung ausgesetzt sind.

Neu soll die Wegweisung nur noch für jene als "unzumutbar" gelten, deren Existenz gefährdet ist. Frauen, die vor drohender Genitalverstümmelung oder Zwangsheirat fliehen, würden keinen Schutz mehr erhalten. Sind solche Menschenrechtsverletzungen "zumutbar"?

Bei der Definition von Verfolgung müssen frauenspezifische Fluchtgründe einbezogen werden!

TDF fordert: Sicherstellung eines fairen Verfahrens für Frauen!

Die extrem kurzen Beschwerdefristen machen es Frauen noch schwerer, ihre Verfolgung speziell als Frau geltend zu machen. Sie schaffen es nicht mehr, Rechtshilfe zu erhalten. Es braucht zudem Zeit, über Dinge wie Sexualität, Körper und Familie mit Fremden zu sprechen.

Neu sollen Asylgesuche nur noch geprüft werden, wenn Reisepapiere vorliegen. Andere Dokumente genügen nicht mehr. Oft haben asylsuchende Frauen aber nie einen eigenen Pass besessen. Voraussetzung für ein Asylverfahren muss eine konkrete Bedrohung sein und nicht das Vorliegen von Reisepapieren!

TDF fordert: Illegalisierung von Frauen stoppen!

Die Ausdehnung des Fürsorgestopps auf alle abgelehnten Asylsuchenden wird Frauen besonders hart treffen, da sie als in jeder Gesellschaft diskriminierte Gruppe besonders verletzlich sind. Es werden unerträgliche Notsituationen geschaffen.

Die Gesetzesverschärfungen verstärken die Benachteiligungen von asylsuchenden Frauen.

12. Les jeunes en ont marre de cette politique xénophobe !

L'extrême-droite veut convaincre une partie de la jeunesse que « l'étranger », accusé de tous les maux, doit être combattu. Elle veut à coups de campagnes haineuses banaliser la xénophobie pour mieux masquer le démantèlement social qu'elle organise. Et le racisme de s'exprimer jusque dans les écoles. L'extrême-droite de ce pays se sent aujourd'hui assez forte pour renverser la démocratie, pour voter une loi sur l'asile qui contredit notre Constitution. Quand les personnes de nationalité étrangère se trouvent ainsi attaquées, c'est la démocratie qui est remise en question. Ce début de siècle prend des allures d'années 30 et cela impose une réaction politique de taille.

Nous en avons toutes et tous assez des campagnes néofascistes que l'UDC nous impose. Pour contrer ce racisme d'Etat, nous demandons que des moyens

supplémentaires soient accordés aux écoles pour faciliter l'intégration, pour développer des cours d'autres langues et cultures. Nous exigeons aussi des conditions de vie dignes pour les migrant-e-s qui ont dû fuir leur pays et qui ont droit à une terre d'asile. Les jeunes de nationalité étrangère qui vivent dans notre pays doivent enfin être mieux intégré-e-s à notre société par des naturalisations facilitées et par le droit de vote à tous les niveaux. Et surtout, les moyens pour lutter contre le racisme doivent être accrus.

Aujourd'hui, en tant que jeunes de gauche, nous nous sentons étrangers à ce pays qui tolère des attaques contre des femmes et des hommes de nationalité étrangère. Nous appelons tou-te-s les citoyen-ne-s à descendre dans la rue ce 18 juin pour casser le projet de haine de l'UDC et exprimer leur soutien à une société solidaire et riche de sa diversité culturelle.

Arnaud Bouverat, secrétaire central de la Jeunesse socialiste suisse.

13. Wir sind die Schweiz – mit oder ohne Pass

Im Herbst 2004 wurden die Einbürgerungsvorlagen von Volk und Ständen abgelehnt. Für Menschen meiner Generation ist dieser Entscheid unverständlich. Wir sind ganz selbstverständlich mit Menschen ohne Schweizer Pass aufgewachsen. Einer meiner besten Freunde ist Deutscher, er ist in der Schweiz aufgewachsen, interessiert sich für Schweizer Politik und sein liebstes Hobby ist Jassen. Würde er heute in den Kanton Uri ziehen, müsste er zehn Jahre warten, bis er ein Einbürgerungsgesuch stellen könnte. Das ist absurd.

Die Schuld an dieser absurden Situation tragen rechte PolitikerInnen, welche die gesellschaftliche Stimmung mit fremdenfeindlichen Parolen und Abstimmungskämpfen anzuheizen versuchen. Statt die sozialen Probleme und Spannungen anzugehen, werden mit den „Fremden“ Sündenböcke gesucht und geschaffen. Die junge Generation will diesen bürgerlichen Scheinkonzepten eine Absage erteilen und solidarisiert sich mit ihren FreundInnen, NachbarInnen und KollegInnen ohne Schweizer Pass.

Die Jugend sagt: Schluss mit Fremdenfeindlichkeit; wir sind die Schweiz!

*Beitrag von Samuel Durrer, Aktivist der Jungen Alternative JA!
Für Rückfragen: 079 785 22 83*

14. Warum die GSoA dabei ist am Flüchtlingstag

Flüchtlinge kommen zu uns aus Ländern mit Krieg oder Hunger und Armut. Kriege werden mit Waffen geführt und die Kosten für Rüstungsgüter übersteigen weltweit um Vielfaches das Geld, welches für Entwicklung und im Kampf gegen Armut und Hunger eingesetzt werden müsste. Kriege und Hungersnöte stehen im Zusammenhang. Wir in der Schweiz haben keinen Krieg und keinen Hunger. Wir haben bloss die Auswirkungen davon; die Flüchtlinge. Die Entwicklung in der Flüchtlingspolitik bereitet uns grosse Sorge. Die Repression durch das neue Gesetz ist unerträglich. Die Polizei kann demnach auch in einer Nacht- und Nebelaktion Ausschaffungen mit sog. Renitenten durchführen. In der Armee entwickelt man extra Truppenbestände für die

innere Sicherheit. Bereits heute stehen Armeeangehörige an der Grenze, um der Polizei illegale Grenzübertritte zu verhindern zu helfen. Die vermeintliche Bedrohung der inneren Sicherheit geistert bereits in vielen Köpfen mit Bezug auf Flüchtlinge (Ausländer) herum. Mit der Fabrikation und dem Handel von Waffen, leistet auch die Schweiz ihren Beitrag zu Kriegsführungen. Flüchtlingsströme sind die Folge. - Anstatt in Rüstungsgüter zu investieren, könnte die Schweiz sich vermehrt an der Entwicklungs- und Friedenspolitik engagieren. Flüchtlingsströme können nicht verhindert werden, wenn die Schweiz mit Waffen ausgerüstete Soldaten in Kriegsgebiete schickt. Solidarität sowohl ausserhalb wie innerhalb der Grenzen ist unabdingbar gefragt.

Louise Schneider-Rüedi
GSoA Regionalgruppe Bern

15. Soutien d'ATTAC Suisse à la manifestation du 18 juin

Depuis quelques années, la situation du droit d'asile, de l'immigration et de l'intégration des étrangers-ères dans notre pays ne cesse de se détériorer.

Depuis l'arrivée de M. Christophe Blocher au Conseil Fédéral comme chef du Département de justice et police, les demandeur-se-s d'asile se voient privé-e-s des droits les plus élémentaires. Plus généralement, c'est toute la population des immigré-e-s qui souffre chaque jour un peu plus d'une politique xénophobe, raciste, exclusive et sécuritaire.

La mondialisation néolibérale renforce les inégalités nord-sud, en générant des conflits interminables, des catastrophes humanitaires, des dictatures sanguinaires et en accélérant la paupérisation des pays du sud. En bref, des peuples entiers sont sacrifiés sur l'autel de l'économie néolibérale.

Les migrations qui s'en suivent sont alors massives. Plutôt que de considérer le problème à sa source, les autorités helvétiques, et plus généralement celles des pays nantis, suivant les partis d'extrême-droite, tendent à ignorer les droits les plus élémentaires des laissé-e-s pour compte du « miracle de la mondialisation ».

Le cadre légal de la politique d'asile en Suisse est extrêmement restrictif. Seul un petit nombre des demandeur-se-s entre dans cette catégorie. Il n'y a que quelques années que celle-ci inclut une attention particulière aux femmes. Malgré les conséquences déjà désastreuses de la révision de la loi sur l'asile en avril 2004, et la sonnette d'alarme tirée par les milieux concernés et le soutien des citoyen-ne-s, nous assistons à un renchérissement du durcissement de la politique d'asile et de migration. Cette situation, qui plonge chaque jour des Êtres Humains dans une situation de non-droit, ne peut continuer. C'est pourquoi ATTAC Suisse se joint à la manifestation du 18 juin « La Suisse, c'est nous et tous ceux qui y vivent » et appelle tous les citoyen-ne-s conscient-e-s de

16. Kurzstatement für die PK vom Donnerstag, 16. Juni 05

Nationalrätin Cécile Bühlmann

„Jeder Mensch hat das Recht, in anderen Ländern vor Verfolgung Asyl zu suchen und zu geniessen“ steht im Artikel 14 der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte.

Dieser Grundsatz ist in Gefahr, wenn das, was in der Pipeline des Parlamentes ist, in der Herbstsession eine Mehrheit findet: eine einzige Kette von Verschärfungen steht uns bevor, z. B. das nur noch ins Verfahren aufgenommen werden kann, wer über Identitätspapiere verfügt. Diese Praxis hätte in der Vergangenheit bedeutet, dass der Grossteil der anerkannten Flüchtlinge in der Schweiz keine Chance gehabt hätte, überhaupt angehört zu werden! Zu Ende gedacht, heisst das, dass es kaum mehr Flüchtlinge geben wird. Ein Gesetz, das dermassen systematische seiner Substanz beraubt wird, bringt nichts mehr, ist reine Augenschwermerei! Am ehrlichsten wäre es, wenn sich die PolitikerInnen hinstellen und sagen würden: wir wollen keine Flüchtlinge mehr aufnehmen, deshalb wollen wir kein Asylgesetz mehr, statt mit immer verrückteren Spitzfindigkeiten die Asylsuchenden davon abzuhalten, in ein faires Asylverfahren hineinzukommen und ihre Fluchtgründe darlegen zu können. Auch in der AuG-Revision stehen die Zeichen schlecht: alle Rechtsansprüche - auf Familiennachzug, auf Niederlassung - sind gestrichen worden und die Integration wird bald mehr zum Instrument des Ausschlusses missbraucht statt als Hilfe, sich möglichst schnell im neuen Land zu Recht zu finden. Es gibt bald wirklich keinen Grund mehr, diesem Gesetz noch zuzustimmen!

17. Les « 523 »

Il y a un an, le Conseil d'Etat du canton de Vaud signait un accord avec le Conseiller fédéral Blocher. Cet accord de la honte prévoyait l'expulsion de 523 requérants d'asile remplissant les critères d'une régularisation de leur séjour par le biais de la circulaire Metzler.

Depuis une année, les requérant/es débouté/es et les militant/es pour la défense du droit d'asile se battent au sein de la Coordination Asile Vaud pour que l'Etat de Vaud ne plie pas l'échine sous le diktat de Blocher et trouve une solution pour régulariser toutes et tous les requérants déboutés

Depuis une année, les solidarités avec les luttes de la Coordination n'ont fait que s'élargir :

Une pétition qui a rassemblé des milliers de signatures, des manifestations, des appels au retour à la dignité de la part d'artistes, d'intellectuel/les, de syndicalistes, d'hommes et de femmes d'églises n'ont pas fait changer les détermination de la majorité du Conseil d'Etat vaudois. La dureté de la position des autorités ne diminue pas notre volonté de résistance.

Depuis une année, des coordinations régionales se sont créées : à Lausanne, Payerne, dans la Riviera, la Vallée de Joux, le Nord Vaudois, le Chablais et sur la Côte. Quatre refuges dans des paroisses catholiques ou protestantes protègent de la violence policière les requérants le plus en danger.

Depuis une année, malheureusement trois personnes faisant parties du groupe dit des « 523 » ont été expulsé/es dans les avions de la honte vers le pays qu'elles avaient fuit et qui n'a plus rien à leur offrir.

Depuis une année, d'autres débouté/es sont venu/es grossir le nombre de personnes que l'Etat considère comme superflu/es et expulsables sans droit de recours.

Depuis une année et aussi longtemps qu'il le faudra, nous nous battons pour redonner `à toutes celles et ceux qui le demandent le droit fondamental à une protection contre la violence d'état, la misère, les persécutions, et en même temps pour que la Suisse continue de respecter les accords internationaux qu'elle a signé.

La réussite appartient à celles et ceux qui ne se rendent jamais !

Coordination Asile Vaud

18. CONTRE LE RENVOI DES REFUGIES DE SREBRENICA

MANIFESTATION NATIONALE 18 JUIN, 14h BERNE

"Il faut qu'ils retournent chez eux" disent les politiciens comme Blocher qui ne peuvent ignorer que la région de Srebrenica a été scandaleusement attribuée par les Accords de Dayton à la "République serbe de Bosnie"(RS), dont les leaders, Karadzic et Mladic (toujours en fuite), sont les principaux responsables du génocide de Srebrenica de juillet 1995.

Trahissant son Accord de protection de mars 1993, conclu en échange du désarmement des résistants bosniaques, l'ONU a décidé en mai 1995 à New-York de ne pas défendre

la "zone protégée de Srebrenica" et a délibérément abandonné aux forces serbes la population sans défense. Contrairement à ce que disent les médias, la majorité des dix mille victimes ont été lâchement tuées entre Srebrenica et Tuzla sur le chemin de fuite des 15.000 hommes. Seuls 6050 sont arrivés à destination, après six jours de marche, constamment harcelés par les forces serbes et soumis à des essais d'armes non-létales de type neuro-toxiques (LSD).

Les réfugié-e-s de la région de Srebrenica, qui vivent chez nous, sont des survivants de ce génocide et attendent de la Serbie, de l'ONU, des USA, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Hollande, la reconnaissance de leur part de responsabilité et la réparation des injustices, notamment par la réhabilitation de la République de Bosnie-Herzégovine et l'abolition des "Entités" ("République Serbe de Bosnie" et "Fédération"), de façon à ce que les deux communautés de la région de Srebrenica soient sur un pied d'égalité.

Avant tout retour, il faut débloquer la situation :

Depuis la création de notre association au début 2000, les autorités fédérales refusent d'entrer en matière sur la question des conditions de retour dans la région de Srebrenica. En avril 2002, notre Association a organisé à Genève une Rencontre entre une vingtaine d'Associations de Bosnie, de France et de Suisse, pour étudier les conditions du retour. La solution que nous préconisons, afin de mettre tous les citoyens de Bosnie sur un pied d'égalité et de rendre le pays viable économiquement, est la réhabilitation de la République de Bosnie-Herzégovine (dont l'indépendance a été reconnue en mai 1992 par l'ONU et l'UE) et donc la suppression des Entités ("Fédération" et "République serbe de Bosnie").

En juillet 2004, Blocher et le Conseil d'Etat vaudois imposent le renvoi arbitraire de 150 Srebreniciens déboutés (aujourd'hui 60) sans que les conditions de retour soient réunies. En Bosnie-Herzégovine, les 3/4 des décisions politiques sont prises par Paddy Aschdown (Haut-Représentant de l'Union européenne) du fait que la division du pays et des institutions, entériné par les Accords de Dayton, rend toute décision inopérable.

L'économie est en panne, la moitié de la population n'a pas de travail et tout indique qu'une nouvelle catastrophe est en cours. Déjà, plus d'un millier de bosniaques, en majorité des Srebreniciens qui vivaient depuis 1995 dans la quarantaine de camps de la région de Tuzla, cherche refuge à Lyon et Annecy.

Srebrenica était une région plutôt aisée grâce aux ressources de son sous-sol. Mais ses usines ont été détruites et c' est aujourd'hui une ville-fantôme.

La Suisse pourrait jouer un rôle, vu son expérience multi-communautaire, dans la réhabilitation de la République de Bosnie-Herzégovine et la suppression des "Entités", afin de pouvoir assurer le redémarrage des institutions politique et de l'économie (notamment dans la région de Srebrenica) par un véritable plan de reconstruction et de développement, et donc prévenir le risque d'une nouvelle implosion de ce pays.

Tout retour forcé, alors que les conditions de retour ne sont pas réunies, constituerait une nouvelle insulte à la dignité des survivants du génocide.

Pour le droit à une vie décente et au travail pour tous les réfugiés déboutés !

Participez à la Marche internationale de solidarité , dans le cadre de la Commémoration des dix du génocide de Srebrenica, entre le 8 et 11 juillet. Départ en bus le 5 juillet

Association des survivant(e)s de la Drina-Srebrenica

C/o IAS-Maison des Associations. 15, rue des Savoises. 1205 Genève
078/846.32.32 ou 022/349.36.06, e-mail petterson.ivar@freesurf.ch. www.srebrenica-asds.com

19. Pour que l'homme soit réhabilité dans sa dignité

Journée des Réfugiés 2005

On ne saurait trouver en ce moment un mot d'excuse envers les pays dits développés, dès lors que l'être humain - qu'il soit ressortissant du Sud ou de n'importe quelle partie de la planète - souffre encore et davantage des divers maux sociaux qui entament sa dignité.

Le respect de la dignité humaine est l'une des valeurs fondamentales qui caractérisent notre société. Ce respect n'a cessé, tout au long de l'histoire de l'humanité, d'être violé ou "oublié" avec un certain cynisme, par ceux qui entretiennent la machine de la prédation, de l'égoïsme et de l'intolérance.

Devant la souffrance due à la fois au déracinement de l'homme en proie aux guerres, aux maladies, à la pauvreté, les décideurs de ce monde se doivent d'être dignes de leur responsabilité et cesser d'adopter une attitude d'indifférence coupable; alors qu'il suffit d'un peu de courage politique pour tendre la main à ceux qui souffrent.

Ceux qui ont fui leur pays d'origine pour des raisons liées à l'insécurité et qui sont venus se réfugier en Suisse devraient être accueillis et écoutés, sans préjugé ni présomption de culpabilité aucune. C'est de cette manière qu'on peut rendre dignité à l'autre.

Quant à ceux qui sont venus dans ce pays pour des motifs économiques (parce qu'il s'agit de nourrir une famille restée au pays, de payer la scolarité des enfants..), ce sont souvent des personnes qui sont intégrées et travaillent ici depuis des années, qui parlent notre langue. Rien dès lors ne peut justifier leur renvoi, dès lors que le travail est considéré par tous comme source (et preuve) d'autonomie.

La dignité, c'est par-dessus tout une volonté de la part des décideurs de respecter les grands principes et les traités auxquels ils ont librement adhéré et qu'ils ont librement ratifiés, au nom de la sauvegarde des droits humains.

C'est pour défendre cette dignité que nous appelons celles et ceux qui croient encore au droit d'asile, l'un des droits fondamentaux reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: pour dire NON à toute forme d'exclusion, de rejet, de discrimination, et OUI à un accueil DIGNE DE CE NOM.

Suisses et Etrangers, habitants de ce pays, manifestons tous ensemble le samedi 18 juin à Berne, pour affirmer que la Suisse, c'est NOUS TOUS !

Coordination Journée des Réfugiés Lausanne

20. Pressemitteilung der DIDF-CH, betreffend der Demo „Wir sind die Schweiz“ am 18. Juni 2005, in Bern

„Seit Jahren sind wir fremdenfeindlichen Parolen, fremdenfeindlichen Parteien, fremdenfeindlichen Gesetzen und fremdenfeindlichen Behörden ausgesetzt.“

Kann so eine Haltung zu einer Überwindung der Vorurteile zwischen den Einheimischen und der MigrantInnen führen? Können so Lösungen entwickelt werden, die ein friedliches Zusammenleben erleichtern? Welches Ziel wird tatsächlich mit einer derart kriminalisierenden und stigmatisierenden Diskussion verfolgt? Sollen vielleicht am Ende die entwickelten Horror-Szenarien der "zur Integration nicht bereiten" aber "zur Gewalt neigenden" MigrantInnen benutzt werden, um bestehende Gesetze und

“Sicherheitsvorkehrungen” zu verschärfen? Diese Fragen drängen sich auf und sollten offen angesprochen werden.

Die Kolumnisten in den Tageszeitungen, Politiker und andere Personen des öffentlichen Lebens fordern dazu auf, die vielen Probleme, die im Zusammenhang mit der Integration stehen, offen und ohne Scheu darzulegen und nicht weiter die Augen vor realen Problemen zu schliessen. Dem kann man nur zustimmen. Man sollte sich aber davor hüten, Tatsachen auf den Kopf zu stellen, Ursache und Wirkung zu verwechseln, und plötzlich eingebildete Probleme als eine real existierende Problematik anzunehmen. Eine offene Diskussion heisst nämlich nicht “den Teufel an die Wand zu malen”; heisst nicht, mit der Angst zu arbeiten und heisst auch nicht die Konflikte der Gesellschaft aufzublasen. Das würde letztendlich nur Wasser auf die Mühlen der Rechtsextremisten sein und bedeuten, dass man deren Parolen übernimmt.

Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass es in Bezug auf die Integration viele Probleme gibt, die schon seit langem bekannt sind und die derzeit zur Panikmache missbraucht werden. Eine Gesellschaft, in der es ein wirkliches Miteinander und keine Nebeneinander von Einheimischen und Zugewanderten gibt, braucht als Grundlage eine gemeinsame Sprache. Insofern ist die Tatsache, dass weite Teile der MigrantInnen eine der Landesprache nur ungenügend beherrschen, eines der grössten Hindernisse für eine erfolgreiche Integration. Somit kann der Integrationsprozess von vielen MigrantInnen selbst aus Mangel an Sprachkompetenz, nicht positiv beeinflusst werden. Aber es gibt auch andere Faktoren, die die Integration behindern, z.B. die Konzentration der MigrantInnen auf bestimmte Stadtteile, so dass die Tendenz sich von der Mehrheitsgesellschaft abzugrenzen, verstärkt wird. Auch ein hoher Anteil von Kindern mit Migrationshintergrund in bestimmten Klassen und Schulen wirkt sich ganz eindeutig negativ auf ein organisches Zusammenwachsen von In- und Ausländern aus.

Unstrittig ist auch, dass MigrantInnen die Kultur, die positiven und fortschrittlichen Werte einer Gesellschaft kennen lernen und als ihre eigenen akzeptieren und verstehen müssen, um sich wirklich integrieren zu können. Und sie müssen die Chance haben, am kulturellen und gesellschaftlichen Leben dieses Landes aktiv teilhaben zu können – egal ob Frau oder Mann, ob Jung oder Alt.

Unserer Meinung nach ist es nicht hinnehmbar, dass unter dem Mäntelchen von Tradition, Gebräuchen, Sitten, und rückwärtsgewandte Beziehungen gestärkt werden. und der religiöse Glaube, der ja etwas Privates sein sollte, von bestimmten Organisation in der Gesellschaft benutzt wird, um das gesellschaftliche Leben zu organisieren. Wir wollen nicht, dass in Koran-Kursen mit oder ohne staatliche Unterstützung mittelalterliche und mystische Auffassungen in die Köpfe von Kindern gezwängt werden. Die Religion darf nicht politisch missbraucht werden – auch nicht im Namen der Demokratie!

Unsere Föderation, die das Motto “Nicht nebeneinander – miteinander leben” als Grundparole angenommen hat, hat von Anfang an eine Politik bekämpft, die mit ihrer Propaganda MigrantInnen aus der Türkei dazu auffordert, ihre Identität, ihre Religion und ihre Sprache zu bewahren. Denn diese Politik führt dazu, dass die MigrantInnen unter sich bleiben und ohne Bezug zur Schweizerischen Gesellschaft leben. Auch in der Zukunft werden wir diese Politik bekämpfen, die die Unterschiede hervorhebt, Vorurteile bekräftigt und die religiös, nationalistisch -fanatische Tendenzen unterstützt und unter anderem der türkisch-nationalistischen Lobby-Arbeit dient.

Hierzu liessen sich viele Beispiele anführen. Jedoch handelt es sich hierbei nur um die Folgen, nicht aber um die eigentlichen Ursachen. Zwei Punkte wollen wir in diesem Zusammenhang hervorheben:

Erstens, auch wenn die Schwarzseher dieser Gesellschaft das Gegenteil behaupten: Die Integration ist nicht gescheitert! Es gibt zwar graue Schatten, aber die Zukunft ist keinesfalls schwarz. Trotz der Schwierigkeiten, die wir in den letzten 40 Jahren hatten,

gibt es vieles, was wir – In- und Ausländer – gemeinsam teilen und meistern. Das heisst aber auch, dass wir auf die Erfahrungen der vergangenen 40 Jahre immer zurückgreifen können. Auch wenn vieles schmerzhaft war in diesem Prozess der Integration, so sind doch wichtige Schritte in die einheimische Gesellschaft und ein gemeinsames Leben getan worden. Abgesehen davon gibt es inzwischen eine neue Generation, die hier mit der Kultur und den Werten dieser Gesellschaft aufgewachsen sind. Und es gibt jetzt viele MigrantInnen, die die gesellschaftliche Entwicklung dieses Landes aufmerksam verfolgen und aktiv daran teilnehmen. Diese Haltung ist eine der Grundvoraussetzungen dafür, sich als Teil der Gesellschaft zu empfinden und den Integrationsprozess voranzubringen. Wir möchten betonen, dass die Integration und das Zusammenleben in vielen Bereichen funktionieren.

Zweitens wenn man die Probleme des Zusammenlebens betrachtet und analysiert sollte man vor allem auch die nächste 30 jährige "Ausländerpolitik" in der Schweiz genauer unter die Lupe nehmen. Oder hat die etwa keine Rolle in diesem Prozess gespielt?

Die letzte Volksabstimmungskampagne und die Resultate der Volksabstimmung (26 Sep..2004), bezüglich "Ausländerpolitik" zeigt eine Zusammenfassung der 30-jährigen Schweizerische "Ausländerpolitik". Von Herr C. Blocher (Bundesrat, Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement) bis hin zum anderen bürgerlichen PolitikerInnen behaupten viele Politiker und Journalisten, (die ihre Aufgabe in der Panikmache sehen) dass die Ausländer eine Landsprache nicht lernen wollen und sich nicht integrieren wollen, dass sie vielmehr selbst die Ghettos wählen, um dort ihre "Parallelgesellschaften" aufzubauen. Plötzlich werden die Opfer der 40jährigen Ausländerpolitik zu "Tätern" erklärt und es wird so getan, als hätte die Politik und sozio-ökonomischen Verhältnisse dieses Landes, keinen Anteil an dieser Situation. Diejenigen, die noch bis vor kurzem mit Nachdruck behauptet haben, Schweiz sei kein Einwanderungsland, haben Arbeiter und deren Familien, die seit 40 Jahren in diesem Land leben und arbeiten, in den "Gastarbeiter-Status" eingezwängt und so daran gehindert, ein Teil dieser Gesellschaft zu werden. Und jetzt machen sie diese "Gäste" auch noch für ihre Lage verantwortlich.

Wie viele Sozialwissenschaftler - die objektiv versuchen, die Lage zu analysieren - darlegen, ist es keineswegs so, dass es die Entscheidung der MigrantInnen war, in Ghettos zu leben oder ihre Kinder in Schulen zu schicken, wo 80 % der Schüler MigrantInnenkinder sind. Das alles waren keine freiwilligen Entscheidungen und Wünsche der MigrantInnen, sondern Entscheidungen, die aufgrund der bestehenden Verhältnisse und Möglichkeiten zwangsweise getroffen werden mussten.

Durch diese Darstellung in der Öffentlichkeit werden nicht nur die Probleme der Integration verschleiert, sie lenkt auch ab von den innenpolitischen Schwierigkeiten. Diese Herangehensweise wird der Integration – die ja angeblich jeder befürwortet – nicht nutzen, sondern dazu führen, dass der Prozess des Zusammenwachsens stagniert, sich zurückentwickelt und zu einer noch stärkeren Isolation der MigrantInnen führt. Und diese Haltung wird letztendlich die islamistischen Fundamentalisten stärken, die man angeblich bekämpfen will.

Die Unterschiede, die begründet sind in der unterschiedlichen Kultur und gesellschaftlichen Herkunft, sind nicht von heute auf morgen aus der Welt zu schaffen, die Integration muss vielmehr als Prozess gesehen und gelebt werden. Genau an diesem Punkt ist es wichtig, den Dialog und das gegenseitige Verständnis in den Vordergrund zu stellen statt das Trennende und die Andersartigkeit zu betonen. Wir sollten vielmehr die verbindenden Besonderheiten und Werte hervorheben und deutlich machen, dass diese eine entscheidende Rolle im Zusammenleben spielen.

In diesen Tagen der angespannten Nervosität, in denen oberflächliche Analysen, falsche Annahmen und schnelle Rezepte die Diskussion beherrschen, wenden wir uns an alle, denen das freundschaftliche Verhältnis und Zusammenwachsen von SchweizerInnen und MigrantInnen am Herzen liegt. Wir rufen Intellektuelle, Gewerkschaften, Medien, Parteien

und Kirchen auf, sich stärker in ihren Organisation und Initiativen, am Arbeitsplatz und in ihrem privaten Lebensumfeld dafür einzusetzen, dass der Integrationsprozess weiter voranschreitet. Es reicht nicht, gegen die oben beschriebene Hetzkampagne aufzutreten, es geht vor allem darum, die Erfahrungen der Vergangenheit zu analysieren und zu nutzen, um die Bevölkerung richtig über die Fakten zu informieren und konstruktive Vorschläge dafür zu machen, wie der Prozess des Zusammenlebens gefördert werden kann. Es gibt vieles, was wir machen können.

Insbesondere am Arbeitsplatz, in den Stadtteilen, in den Schulen – kurzum, in allen gemeinsamen Lebensbereichen – sollten Treffen organisiert werden, in denen SchweizerInnen und MigrantInnen gemeinsam über ihre Probleme sprechen und Lösungsvorschläge entwickeln können, es sollten gemeinsame Veranstaltungen organisiert werden, in den das Aufeinanderzugehen und der Dialog erleichtert wird. Solche Aktivitäten sind wichtig und notwendig. Es ist an der Zeit, für eine gemeinsame Zukunft gemeinsam zu streiten!

Gegen Arbeitslosigkeit und Sozialkahlschlag

Arbeitslose, Migranten und Sozialhilfeempfänger werden als Sündenböcke der sozialen Ungleichheit blossgestellt. Kapital und Politik versuchen durch diese Politik die wahren Ursachen der Arbeitslosigkeit zu vernebeln. Andererseits versuchen Grosskonzerne und Kapitalkreise mit dieser Politik ihre Profite ohne Einschränkungen zu steigern und neue Begünstigungen erhalten. Damit versuchen sie auch den gemeinsamen Kampf zu schwächen. Wir sagen offen: Die Arbeitslosigkeit und Verarmung sowie die Sozialkahlschlagpolitik gehen auf das Konto des Kapitals. DIDF steht als Arbeiterorganisation offen gegen diese Teile- und Herrschepolitik. Durch ein gemeinsames Bündnis mit Gewerkschaften, Initiativen und Organisationen wollen wir auch die türkischen und kurdischen Kollegen für diesen Kampf gewinnen. *Deshalb fordert DIDF:* Nein zu Privatisierung und Flexibilisierung, Kein Abbau sozialer Dienstleistungen, Schluss mit Arbeitsplatzabbau. Arbeitsplätze, Auskommen und gleiche Rechte für alle Für ein Miteinander In der Schweiz leben. Bürgerliche Parteien nutz die Probleme und spielt mit der Gefühle der Schweizerischen Gesellschaft. Aber die andere Regierende Parteien führt die schon vorhandene Ausgrenzungspolitik weiter fort und verhindert somit das friedliche Zusammenleben. Durch gesonderte "Ausländergesetze" werden Nichtschweizern offen diskriminiert und gegen andere Teile dieser Gesellschaft ausgespielt. Dies verhindert auch das Zusammenleben.

Einbürgerungsrecht für alle

Auch in der Debatte um die Änderung des Staatsbürgerschaftsrechts haben rassistische Parteien mit einer breiten Kampagne eine Front gegen das Zusammenleben gebildet. Doch rund 70% der hier lebenden Migranten lebt seit mehrten Jahren hier und hat ihren Lebensmittelpunkt in der Schweiz. DIDF lehnt konsequent alle diskriminierenden Gesetze ab und setzt sich für die Gleichberechtigung und das Zusammenleben aller hier lebenden Menschen ein.

Deshalb fordert DIDF:

- ◆ Einbürgerungsrecht für alle, die ihren Lebensmittelpunkt in der Schweiz haben
- ◆ Weg mit den diskriminierenden Gesetzen und Sonderregelungen
- ◆ Gleiche soziale und politische Rechte für alle
- ◆ Verbot von neofaschistischen Organisationen und ihrer Hetze
- ◆ Weg mit der Abschiebe- und Zwangspolitik gegen Flüchtlinge

Gegen eine rassistische Abspaltungspolitik des türkischen Staates

In den letzten Jahren hat der türkische Staat vermehrt türkisch nationalistische, fundamentalistische und faschistische Organisationen im Rahmen der türkischen Lobby in der Schweiz organisiert und sie zu Hetzkampagne angestachelt. Durch die nationalistische, islamitische und rassistische Propaganda der türkischen Regierung und ihrer Strukturen will man das gleichberechtigte Zusammenleben von Menschen

unterschiedlicher Nationalitäten verhindern. All diese vielfältigen religiös, nationalistisch und staatlich orientierten Organisationen bezwecken eine Abspaltung und wollen in dieser Gesellschaft die Ghettosierung stärken. Die Alternative zum schweizerischen Rassismus kann keineswegs der türkische Nationalismus sein. DIDF lehnt als internationalistische Organisation alle möglichen Inhalte und Formen von Rassismus, Nationalismus, Diskriminierung und Ausgrenzung ab und kämpft für ein gleichberechtigtes Miteinander aller hier lebenden Menschen.

Wer sind wir

DIDF (Föderation der Demokratischen Arbeitervereine) wurde im Juni 1999 als Dachverband von Inder Schweiz lebende ArbeiterInnen-Vereinen aus der Türkei gegründet. Sie ist heute in mehr als 10 Kantonen, durch Mitgliedervereine und Ortsgruppen aktiv. DIDF ist ein demokratische, überparteiliche, unabhängige, aber keine unpolitische Organisation. Jeder Verein sowie jede Person, die/der sich mit den Forderungen von DIDF vereint, kann Mitglied werden oder bei uns mitmachen. DIDF ist eine Vereinigung, die von türkischen und kurdischen Beschäftigten gegründet wurde, aber nach dem Prinzip keine Trennung von Rasse, Sprache, Geschlecht, Religion handelt und ein Forum für Völkerverständigung und internationale Solidarität bildet. DIDF verfügt über engere Kontakte zu demokratischen Parteien, Organisationen, Gewerkschaften und Menschenrechtsvereinigungen in der Türkei, TR-Kurdistan und Europa. DIDF verfügt in ihrem Kampf für Gleichberechtigung und friedliches Zusammenleben über gute Kontakte zu demokratischen Organisationen, Gewerkschaften, Parteien, Vereinen, Initiativen, Bewegungen usw. in der Schweiz. In Basisbezogenen Bündnissen sowie Initiativen versucht sie eine Brücke zwischen den Problemen der MigrantInnen und dem gemeinsamen Kampf in der Schweiz zu bilden.

Zentralvorstand
Der DIDF-CH